



HAL
open science

S'organiser au maquis comme à la ville : les femmes kurdes au Comité des révolutionnaires du Kurdistan Iranien (Komala) et au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK)

Sarah Guillemet

► To cite this version:

Sarah Guillemet. S'organiser au maquis comme à la ville : les femmes kurdes au Comité des révolutionnaires du Kurdistan Iranien (Komala) et au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). *Confluences Méditerranée*, 2017, Genre et violences de guerre au Moyen-Orient, 103, pp.65-79. <10.3917/come.103.0065>. <halshs-01686333>

HAL Id: halshs-01686333

<https://shs.hal.science/halshs-01686333v1>

Submitted on 12 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Sarah Guillemet

Doctorante au Centre Emile Durkheim, Sciences Po Bordeaux.

S'organiser au maquis comme à la ville

Les femmes kurdes au Comité des révolutionnaires du Kurdistan Iranien (Komala) et au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK)

Si les bataillons de femmes kurdes en armes ont fait la une des médias internationaux depuis la prise de Kobanê en 2014 par Daesh, cette forme d'organisation politique militarisée n'a pas été un acquis automatique au sein des organisations kurdes. Cet article propose ainsi d'étudier l'organisation en non-mixité des combattantes kurdes comme un outil de subjectivation politique. Il revient d'abord sur l'articulation progressive des rapports sociaux de sexe aux projets politiques révolutionnaires de deux partis de guérilla kurdes, le Komala et le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Il présente ensuite l'évolution des systèmes d'organisation des genres au sein de ces deux partis, au regard des pratiques des combattantes depuis le début des luttes armées. Puis, il montre comment l'organisation en non-mixité des femmes kurdes a permis le passage d'une sororité combattante à une sororité résistante, redéfinissant les subjectivités, et les formes et espaces d'engagements tant dans la lutte armée que dans les mouvements civils.

Des *Mujeres Libres* pendant la guerre civile espagnole en 1936 à la *National Black Feminist Organization* en 1974 aux Etats-Unis, de nombreuses femmes ont fait le choix de s'organiser ensemble pour lutter, par la résistance armée ou non, en non-mixité¹. Aujourd'hui, l'ensemble des partis de guérilla kurdes produit des discours autour de l'égalité des genres. Pourtant, la légitimité de la présence des combattantes dans leurs rangs, la possibilité de s'organiser entre elles (non-mixité choisie) et l'intégration de revendications féministes aux projets politiques de ces partis, ne sont pas des acquis automatiques. Elles découlent de décennies de luttes menées par les femmes au sein de leurs propres partis.

Cet article propose d'étudier la non-mixité comme un outil de subjectivation politique pour les femmes kurdes, dans une analyse comparative entre deux partis de guérilla : le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, Bakur) et le Comité des Révolutionnaires du Kurdistan Iranien (Komala, Rojhelat)². La subjectivation politique est la formulation d'un nouveau récit de soi et des manières de se rattacher à son environnement, d'un « je » tout à la fois avec et par rapport à un « nous » multiple³. L'objectif est ici de produire une analyse sur une pratique spécifique, la non-mixité, au sein d'une forme de lutte choisie par certaines femmes kurdes, la guérilla. Il ne s'agit pas de comparer cette forme d'engagement, au regard d'autres « répertoires d'action collective »⁴.

D'une part, cet article propose de sortir d'une romantisation de la lutte armée pour s'intéresser aux résistances quotidiennes multi-niveaux que les combattantes kurdes opposent aux violences qui les visent (contre les États centraux, contre les violences au sein des partis, et celles interpersonnelles). D'autre part, il cherche à évacuer la dichotomie émancipation versus non-émancipation des femmes que produit une grille de lecture occidental-centrée de leur engagement⁵. Il s'agit d'aller au-delà de la question « existe-t-il un partage effectif et égalitaire des tâches militantes ou non ? », en s'intéressant aux sens que produisent les combattantes kurdes sur leurs propres pratiques de résistances, replacées dans leur contexte de création⁶. Car le recours à la lutte armée comme outil politique par le Komala à partir de 1969 et le PKK en 1984⁷ s'est progressivement articulé à la question de l'égalité des rapports sociaux de sexe⁸. C'est au prix de rapports de forces maintenus par les combattantes au sein de leurs propres partis, que ceux-ci ont fini par inclure l'égalité des rapports sociaux de sexe dans leurs projets politiques.

Ainsi, cet article revient-il d'abord sur l'articulation progressive des rapports sociaux de sexe aux projets politiques révolutionnaires de deux partis de guérilla kurdes, le Komala et le PKK. Il y présente l'évolution des systèmes d'organisation des genres au sein de ces deux partis politiques, au regard des pratiques des combattantes depuis le début des luttes armées. Puis, il montre comment l'organisation en non-mixité des combattantes a permis le passage d'une sororité martiale – solidarité entre sœurs d'armes – à une sororité résistante – solidarité entre les femmes dans le civil. Cette co-construction a redéfini les subjectivités et les formes et espaces d'engagements tant dans la lutte armée que dans les mouvements civils. Cet article mobilise les données (observations participantes et directes, entretiens semi-directifs, carnets de terrain, biographies de femmes combattantes) issues de deux terrains. Le premier a été réalisé au sein des structures du mouvement des femmes pendant la guerre civile, au Kurdistan du Nord (Turquie), de l'automne 2015 au printemps 2016. Le second a été effectué en binôme⁹ en Irak, dans le camp de formation des combattant.es du parti du Komala et de l'organisation non-mixte des combattantes, la *Rekxaway Jînan*, à l'hiver 2016, puis de l'automne 2016 au printemps 2017.

Système d'organisation des rapports sociaux de sexe et formes de non mixité

Au fur et à mesure des rapports de forces maintenus par les combattantes grâce à la non-mixité, l'égalité des rapports sociaux de sexe s'articule aux projets politiques du Komala et du PKK. Elle est pensée et mise en pratique différemment selon les deux partis, jusqu'à organiser les rapports affectifs entre les combattant.es.

Quand « l'égalité se règlera avec la Révolution »

À leurs fondations – en 1969 pour le Komala, et en 1978 pour le PKK - les deux partis kurdes n'articulent pas encore la question de l'égalité des rapports sociaux de sexe à leurs projets politiques. Tous deux d'orientation marxiste-léniniste, ils soutiennent que l'égalité sera automatiquement assurée par la Révolution¹⁰. Lorsque la direction du parti du Komala lance la lutte armée en 1979 au Rojhelat (Kurdistan de l'est, Iran), nombre de ses combattants sont des combattantes.

Celles-ci font pression pour que leur place soit reconnue, et tout aussi légitime que celles de leurs camarades hommes. Elles parviennent à faire reconnaître, au sein du parti, les « Comités de femme »¹¹ créés dans les régions autonomisées du Rojhelat de 1980 à 1984. Cependant, si la direction – essentiellement masculine – accepte ces comités, il n'est pas encore question de penser l'égalité. Comme l'évoque l'une des responsables actuelles de l'organisation non-mixte féministe des femmes du Komala (la *Rekxaway Jinan*): « Dans les années 1980, il y avait de nombreuses femmes *peşmergas*. Leur lutte était double : elles devaient lutter contre l'armée iranienne, et contre les camarades hommes qui se disaient communistes mais qui n'acceptaient pas leur présence. Comme partout, les femmes doivent faire la révolution au sein de la révolution »¹². En 1991, la première organisation des femmes du parti est créée, la *Rekxaway Jinan*¹³.

À partir de 1986, le PKK érige la libération des femmes comme condition *sine qua non* de la libération du Kurdistan. A. Öcalan, responsable du parti, soutient que l'oppression de l'ensemble du peuple kurde provient des colonisations turque, persane et arabe, qui auraient participé de l'instauration du patriarcat et de la « perversion » de la « personnalité » des femmes¹⁴. Selon le leader, les femmes seraient par nature des « traîtresses », à l'instar de Fatma, nom de code de Kesire Yildirim, membre fondatrice du PKK et ancienne épouse d'A. Öcalan¹⁵. Elles devraient donc tout particulièrement travailler à construire une nouvelle personnalité, celle de « la Femme Libre »¹⁶ pour se libérer des structures patriarcales qui les oppriment et libérer de la sorte l'ensemble du peuple kurde¹⁷. L'Académie de Mahsum Korkmaz est créée en 1986, et constitue la première expérimentation de ce projet politique, visant à appliquer le nouveau système de genre de « la Femme Libre » et de « l'Homme Nouveau »¹⁸. L'ensemble des combattant.es doit y suivre une formation de neuf mois, avant de rejoindre la lutte armée. Les femmes dispensent des cours spécifiques à leurs camarades hommes, pour déconstruire leur « masculinité dominante ». Le port d'une tenue vestimentaire identique pour les femmes et les hommes est obligatoire. Elle a pour objectif d'assurer l'égalité entre les combattant.es, qui deviennent des *arkadaş* (camarades)¹⁹, en asexuant leurs corps pour les desexualiser²⁰. A. Öcalan soutient peu à peu les initiatives des femmes pour s'organiser indépendamment afin d'échapper à la domination masculine. Des divisions militaires de femmes combattantes en non-mixité sont fondées à partir de 1992, comme les « Unités des femmes libres du Kurdistan » (YJAK). Un parti non-mixte est également créé, « l'Union des femmes patriotes du Kurdistan » (YJWK), en 1987,

et devient, après une série de changements de noms, le « Parti de la Femme libre du Kurdistan » (PJA) en 2004. Cette même année, et après plusieurs changements de noms également, sa branche militaire non-mixte se nomme les « YJA-Star ».

Cependant, au PKK comme au Komala, la fondation de ces organisations ne s'effectue pas sans difficultés. Les combattantes du PKK essuient un échec cuisant lorsqu'en 1992 le premier « Congrès National des Femmes », soutenu au départ par A. Öcalan, est finalement dissous sur ses ordres. Lors d'une discussion sur l'histoire du mouvement des femmes kurdes, l'une des responsables de l'Académie des Femmes de *Amed* [Diyarbakır] soutient que « *beaucoup d'étranger.es viennent nous voir en disant que les écrits d'Apo [A. Öcalan] sont féministes. Oui, ils le sont, et aujourd'hui on s'en inspire. Mais il ne faut pas oublier d'où ils viennent. C'est parce que des femmes se sont battues, qu'il y a ces écrits. Parce qu'il y a des camarades comme Sara²¹, ou Dedila²², qui ont tenu les lignes* »²³. Si aucune des responsables du mouvement des femmes rencontrées ne formulaient de critiques concernant les écrits d'A. Öcalan, toutes s'accordaient sur le fait que ces écrits ne sont pas apparus seuls, mais proviennent du travail réalisé par les anciennes combattantes.

Une « révolution dans la révolution »

Si des divisions militaires non-mixtes sont formées à partir du début des années 1990 au PKK, et que la *Rekxamay Jînan* est fondée en 1991 au Komala, les conceptions de l'égalité des genres sont différentes. À partir des années 2000, le PKK promeut une « égalité dans la différence »²⁴. Selon A. Öcalan, la « Kurdicité » originelle, pendant la période néolithique, serait fondée sur un équilibre entre « matriarcat » [pouvoir des femmes], « socialisme primitif » [démocratie directe] et « nature » [l'écologie]²⁵. Cette nouvelle plateforme idéologique construit de nouveaux « arrangements de genre »²⁶, où l'égalité est érigée comme un fondement de la « Kurdicité ». Pour atteindre la « Révolution de la femme », deux outils sont proposés : l'organisation en non-mixité, et la *Jînelojî*²⁷. Ces discours n'incitent pas simplement à soutenir la création d'organisations de femmes parallèles au parti, mais présentent l'organisation en non-mixité comme un outil et une condition de l'émancipation des femmes²⁸.

Du côté du Komala, le parti se dit officiellement féministe, et les lignes politiques ne promeuvent pas de distinction entre les genres. Femmes et hommes doivent suivre une formation ensemble, de trois

mois, pour devenir *peshmergas* du parti. Parmi les cours, ceux sur le féminisme ont pour objectif de sensibiliser aux violences spécifiques que les femmes subissent, de conscientiser sur les pratiques insidieuses qui maintiennent une inégalité entre les genres et d'expliquer la nécessité d'une « révolution dans la révolution »²⁹. L'une des professeures de féminisme de la formation précise que : « *Dans mes cours, j'explique qu'il n'y a pas de distinction entre les femmes et les hommes. Dans le parti, j'essaie de leur rappeler ça : promouvoir l'égalité, c'est ne pas dire encore aux femmes ce qu'elles doivent être, ou faire, ou ne pas être et ne pas faire (...) mais commencer par leur laisser la possibilité de dire, de choisir leurs propres règles et la personne qu'elles veulent être* »³⁰.

Dans le cadre de la lutte armée, au PKK comme au Komala, une gestion des relations entre les combattant.es est mise en pratique. Au PKK, les liens avec les familles des combattant.es - nucléaires comme élargies - sont coupés une fois qu'ils et elles rejoignent les rangs de la lutte armée. L'objectif est de protéger les femmes qui s'engagent, en empêchant leurs familles de tenter de les ramener de force. De plus, seules les relations de camaraderie sont autorisées afin de maintenir l'égalité stricte entre les combattant.es³¹. Que les hommes voient leurs camarades non comme des objets de désir mais comme des sœurs d'arme. Cette règle est également un moyen de lutter contre les discours de l'État turc qui, pour délégitimer la guérilla, a qualifié les femmes kurdes qui en ont rejoint les rangs « d'esclaves et prostituées des guérilleros masculins »³². Au Komala, la stratégie est différente. Pour les femmes *peshmergas*, du fait de la ségrégation sexuelle stricte en Iran, l'idéal politique est celui d'atteindre une mixité égalitaire au sein du parti de guérilla. Conscientes que celle-ci est loin d'être atteinte, plusieurs règles sont mises en place. Dans le camp de formation des futur.es *peshmergas*, la *Ferga*, des groupes de *grukar* (commi.es) sont formés chaque jour, pour assurer une répartition égalitaire des tâches en mixité et rompre avec les rôles de genre appris en Iran³³. L'ensemble des activités de la journée et de la nuit est effectué en mixité, et les espaces de vie sont communs, en dehors des chambres³⁴. De plus, face au nombre de mariages forcés et de violences que les femmes subissent en Iran, et à l'impossibilité d'y choisir librement leurs partenaires, les relations amoureuses et l'union libre sont autorisées par le parti, mais soumises à certaines règles. Pour les *peshmergas* qui envisagent de se marier, une période de vie commune de huit mois est obligatoire³⁵. Celle-ci représente une sécurité, pour le parti et l'organisation des femmes, afin de laisser le temps aux combattantes de s'assurer que

leur partenaire respecte au quotidien l'égalité promue par le parti. Dans le cas contraire, elles peuvent mettre fin à la relation, sans requérir l'accord de leur partenaire, et dénoncer les manquements à l'égalité de celui-ci ; une revendication politique centrale par rapport à la situation en Iran³⁶.

Ainsi, au prix de rapports de forces maintenus sur du long terme par les combattantes, l'égalité des rapports sociaux de sexe, et son organisation, est progressivement articulée aux projets politiques du Komala et du PKK. L'organisation en non-mixité permet aux combattantes de créer un réel rapport de force.

Non-mixité, violence politique et subjectivités.

Si le recrutement des femmes fait l'objet d'une stratégie parfois réelle des organisations, réduire leur engagement à ce motif les désincarne comme actrices politiques³⁷. Le choix de créer des espaces d'entre-soi par les combattantes (non-mixité) produit un rapport de force tant dans les partis de guérilla, que dans les villes et les villages. Ce choix permet de passer d'une sororité martiale (solidarité entre sœurs d'armes) à une sororité résistante (solidarité entre les femmes dans le civil).

Sortir de l'« hétéro-socialisation »

Face à la mise en concurrence systémique des femmes par le patriarcat, où l'hétéro-socialisation (sociabilité entre personnes hétérosexuelles) joue comme un levier, l'organisation en non-mixité par les combattantes kurdes au sein de leurs partis de guérilla devient un outil politique. Elle leur permet de créer un espace d'« entre soi » et de confiance, qui assure les conditions pour libérer la parole et partager des expériences vécues, se soutenir pour maintenir sa place, et transmettre pratiques et savoir-faire. Elle crée une « sororité »³⁸ combattante : une solidarité entre sœurs d'armes.

Au Komala, lors des entraînements physiques en mixité pendant la formation pour devenir *peshmerga*, les femmes apprenties, moins nombreuses que leurs camarades hommes, s'encouragent verbalement ou se placent les unes à côté des autres, pour tenir face à la dureté des épreuves et aux railleries de leurs camarades hommes. Les moments entre elles en non-mixité dans leur chambre, avant de s'endormir, sont des moments privilégiés pour nommer les violences vécues, les

tortures subies en prison, partager les doutes quant à l'engagement, et réviser, loin des regards, les connaissances apprises lors de la journée lorsque beaucoup d'entre elles n'ont appris ni à lire, ni à écrire en Iran³⁹. La création de la *Rekxaway Jînanen* 1990 officialise ces espaces officieux en non-mixité comme un mode d'organisation politique, et devient une structure officielle au sein du parti. Dans l'objectif de rompre l'isolement des femmes et de casser le cercle de pouvoir des hommes, la *Rekxaway Jînan* constitue un relai pour briser l'hétéro-socialisation obligatoire, et promouvoir une sociabilité et solidarité entre les femmes du Komala. L'une des responsables de la *Rekxaway Jînan* explique que « *quand j'ai fini ma formation pour devenir peshmerga, il y avait toujours des camarades qui me faisaient des propositions de mariage. Tant que tu ne te maries pas, c'est-à-dire tant que tu ne passes pas sous le pouvoir d'un homme du parti, on ne te laisse pas tranquille. C'est pour ça que cette organisation est importante : pour casser ce cercle de pouvoir (...) et créer des liens de solidarité et de socialité entre les femmes du parti (...) pour ne plus devenir « femme de », et faire face à des exigences démesurées pour légitimer notre place, alors que l'on est nous aussi peshmergas* »⁴⁰. Les femmes membres de la *Rekxaway Jînan* peuvent proposer des sanctions à appliquer contre les violences produites par des camarades hommes, acceptées ensuite par les deux comités de direction ; saisir l'organisation pour régler des litiges, et faire appliquer les règles concernant l'égalité. Petit à petit, elle devient un outil de politisation des violences faites aux femmes kurdes et aux minorités de genre en Iran, et au sein du parti le cas échéant. Elle maintient un rapport de force au sein du parti, face à la mixité qui a lieu sur le camp. Enfin, elle est un canal de construction d'une réflexion commune, à travers l'organisation de séminaires, de cours et de rencontres autour des questions d'égalité⁴¹. Au PKK, les combattantes commencent dès la fin des années 1980 à s'organiser en *mangas* (groupe de 5 à 6 combattantes qui vivent et combattent entre elles dans les montagnes). Elles se forment entre elles, en lisant collectivement des écrits de féministes « *comme ceux de Rosa Luxembour ou Clara Zetkine* »⁴² et en échangeant sur les violences spécifiques qu'elles subissent, en plus de la lecture obligatoire des écrits d'A. Öcalan. Des divisions non-mixtes sont créées en 1992. La non-mixité permet aux combattantes du PKK d'accéder, à la fin des années 1990, à des postes à responsabilité et mettre en place des organisations non-mixtes à côté de celles mixtes du parti. Ainsi, au sein de l'organisation armée du PKK – les Forces de Défense du Peuple (*Hêzên Parastina Gel*, HPG) – composée de plus d'un tiers de femmes, les combattantes se sont organisées en non-mixité en fondant

les YJA-Star (*Yekitiya Jinen Azad*) en 2000. Cette unité militaire relève du Parti des Femmes Libres (*Partiya Azadiya Jinên Kurdistan*, PAJK), parti non-mixte au sein du PKK. Ce modèle d'organisation est importé par le PKK dans chaque partie du Kurdistan.

Ainsi, la non-mixité, à travers la sororité combattante, est un outil de maintien et de rapport de forces pour les combattantes au sein de ces deux partis de guérilla. La forme de l'entre-soi offre un espace de confiance pour conscientiser les violences spécifiques auxquelles elles font face, et s'entraider pour passer d'une violence subie, à une violence maîtrisée⁴³.

De la sororité martiale à la sororité résistante

La non-mixité crée une sororité combattante, en offrant des espaces pour penser les violences spécifiques subies dans les sociétés concernées (la Turquie pour le PKK, l'Iran pour le Komala). Elle construit, au sein de l'espace de la guérilla, un « féminisme martial »⁴⁴ qui a pour effet de participer de l'autonomisation dans un triple mouvement. Elle agit contre les violences genrées systémiques produites par l'État central (Iran, Turquie) et le patriarcat ; contre celles produites par les hommes de leurs pays d'origine ; et contre celles reproduites par leurs camarades hommes qui, avant de suivre les formations, arrivent en transportant les normes genrées apprises. Cette sororité combattante a des effets sur les sociétés concernées en inspirant les mouvements de femmes civiles. Celles-ci, lorsqu'elles ne rejoignent pas la guérilla, luttent au sein des villes et des villages.

Dès le début de la lutte armée du Komala comme du PKK, de nombreuses rencontres ont lieu entre les femmes combattantes et celles des villages. Elles sont l'occasion de conscientiser sur les violences et de réfléchir collectivement à des outils de lutte contre leur reproduction en ville. En 2001, les habitantes du quartier de Sur, à Diyarbakır, ont par exemple construit une laverie collective autogérée afin de conscientiser et politiser davantage de femmes, en non-mixité⁴⁵. La même année, la première Académie de Femmes est fondée. Elle ambitionne de produire un savoir non-androcentré, en rendant visible le contrôle du savoir par les hommes. Des cours sur la *Jîneoloji* sont dispensés, en non-mixité⁴⁶. L'une des représentantes de l'Académie des Femmes du quartier de Sur, à Amed (Diyarbakır), explique qu'elles se sont inspirées des femmes combattantes dans la guérilla pour mener leurs luttes dans l'espace civil. Elle ajoute que « on a mis du temps à comprendre que nos oppres-

sions n'étaient pas les mêmes que les leurs [les féministes turques] (...) Jusqu'au moment où on a compris que notre relation avec notre corps, elle est construite par la colonisation et le racisme. On doit d'abord lutter comme femmes, ensuite comme femmes du Moyen-Orient – parce qu'il y aussi la colonisation de l'Occident – et comme Kurdes, par rapport aux Turques. On ne peut pas le [corps] libérer avec les femmes turques (...) On doit s'organiser entre nous ». La non-mixité dans le mouvement civil sert d'outil contre des oppressions multiples, dont ici le racisme et le colonialisme. À partir de 2015, le Kongreya Jinên Azad (KJA) a fondé un réseau de coopératives autogérées et non-mixtes de femmes à Amed, à Sirnex, Wan, Gewer, et Wêransar notamment, pour développer un rapport autonome à leur production et une autosuffisance économique⁴⁷. Au Komala, la *Rekxaway Jînan* est un organe de formulation de revendications politiques concernant l'égalité et sa mise en pratique, à vocation triple : à la fois au sein du parti, à destination du régime de la République Islamique d'Iran et comme outil de diplomatie à échelle régionale. Elle promeut une protection et une vigilance particulière envers les femmes kurdes iraniennes résidant en Iran. À ce titre, elle a une fonction politique et publique, à travers l'organisation de rassemblements ou la rédaction de communiqués à destination de l'Iran, pour protester contre les violences faites aux femmes, comme dans le cas de la mort de Farinaz Khosrwni une jeune femme kurde de vingt-six ans, qui s'est défenestrée le 7 mai 2015, à Mahabad, pour échapper à un viol. La *Rekxaway Jînan* a permis que le Komala fournisse un soutien aux femmes kurdes en Iran dans leurs démarches juridiques, pour demander le divorce et faire reconnaître les violences qu'elles subissent par leur mari. Enfin, elle permet de désenclaver la question des rapports sociaux de sexe du seul espace du parti, en la réinscrivant dans un contexte global de violences systémiques et en agissant conjointement avec d'autres associations de femmes en Iran.

La transmission de savoirs et de savoir-faire, l'expression d'une solidarité politique facilitées par l'organisation en non-mixité, transforment petit à petit, pour les combattantes et résistantes civiles kurdes, les dispositions à agir, à sentir et à se repérer dans leur environnement et histoire. L'une des membres du mouvement des femmes kurdes à Amed, et ancienne journaliste à *Özgür Gün Tv*, explique : « *On est beaucoup de femmes à être journalistes maintenant, parce que c'est un autre moyen de résistance qui est nécessaire (...) Je ne me tais pas, je ne reste pas à la maison, et je ne disparais pas en oubliant mon identité (...) en faisant ça, comme kurde je risque la mort. Mais en tant que femme, c'est d'abord la torture sexuelle et le viol, comme toutes les autres. Mais peu importe. Beaucoup de femmes ont déjà subi ça*

(...) *Il faut continuer* »⁴⁸. Ainsi, les pratiques de résistance « circulent-elles sur trois niveaux : entre les combattantes, entre les combattantes et les femmes civiles lorsque les premières descendent dans les villages, et entre les femmes civiles »⁴⁹. C'est à partir de ces échanges qu'elles ont formulé des revendications, dans la lutte armée comme dans le civil. Le PKK et le Komala ont progressivement reconnu ces revendications, puis organisé leur transmission au travers de formations. L'objectif pour ces femmes est celui de construire leur autonomie, et de s'auto-déterminer, individuellement et collectivement. Il s'agit d'une double affirmation : de soi, comme partie prenante d'une identité politique collective, partisane ; et d'un choix de vie, en rupture avec l'ensemble des normes et rôles de genre qui leur sont assignés, qu'elles dénoncent au quotidien dans leurs organisations. Les sororités combattantes, puis résistantes, mises en place, rendent possible à terme la production d'un système d'autoréférence et de nouveaux récits d'elles-mêmes⁵⁰. Ces expériences de construction de soi, de « subjectivation politique » par rapport à et avec le(s) groupe(s) d'appartenance(s), produisent de nouveaux repères, de nouvelles identités, et ouvrent le champ des résistances⁵¹.

Conclusion

La forme d'organisation en non-mixité choisie, tant du côté des combattantes du PKK dans les « mangas » et les unités non-mixtes dans les années 1990 et 2000 au Kurdistan du Nord (Bakur), que des femmes *peshmergas* du Komala au travers des Comités de Femmes, de la *Rekxaway Jînan* ou d'activités quotidiennes officieuses, leur permet de se construire comme « sujets » politiques. Dans le cas des combattantes kurdes, la non-mixité est un outil pour construire un rapport de force triple et participer petit à petit de leur autonomisation des structures patriarcales et des oppressions auxquelles elles font face, en tant que femmes et en tant que Kurdes. La possibilité de s'organiser entre elles leur offre un espace de confiance, de conscientisation des violences systémiques spécifiques et de formulation de revendications politiques, à l'encontre des normes des sociétés concernées reproduites au sein de leurs partis. Cette pratique politique produit une sororité combattante au sein des camps. Cette sociabilité martiale crée une solidarité politique qui joue comme un rapport de force face à l'hétéro-socialisation obligatoire et à la mise en concurrence systémique des femmes par le

patriarcat, qui se reproduisent au sein de leurs propres partis. C'est en faisant l'expérience collective de soi, au travers du partage d'expériences vécues, que les femmes combattantes passent d'une violence subie à une violence maîtrisée et forment une subjectivité individuelle en même temps qu'une subjectivité collective. Ce processus de « subjectivation politique » a un effet double : se construire soi, à la fois en tant qu'individu, et en tant que partie prenante d'une identité collective. Petit à petit, elles légitiment de la sorte leur présence dans les rangs des partis de guérilla et l'intégration de revendications féministes aux projets politiques de leurs propres partis. Les camps du PKK comme ceux du Komala, mixtes ou non-mixtes, deviennent des espaces d'expérimentation des idéaux politiques. Cette sororité combattante est intrinsèquement liée aux mouvements civils de femmes, jusqu'à produire une sororité résistante et une recomposition des formes d'engagement. Aujourd'hui, ces décennies de lutte ont produit un système d'auto-référencement transfrontalier et transnational pour les femmes kurdes, en réponse aux politiques d'isolement et de division des États centraux, d'oppressions spécifiques des femmes kurdes, et de mise en concurrence systémique des femmes par le patriarcat.

Notes

1. Christine Delphy, « La non-mixité : une nécessité politique, domination, ségrégation et auto-émancipation », conférence pour les 50 ans du *Monde Diplomatique*, 8/05/2006 ; Elsa Dorlin, Audre Lorde, Barbar Smith, Michele Wallace, *Black feminism : anthologie du féminisme africain-américain 1975-2000*, Paris, L'Harmattan, 2008, 260p.
2. Après la division du Kurdistan en quatre parties à l'intérieur d'États aux frontières politiques militarisées (traité de Sèvres, 1923), ces derniers ont mis en place une politique coloniale de requalification des territoires, supprimant les noms kurdes. Dans une posture féministe décoloniale, je reprends les termes kurdes désignant les territoires et les villes concernées. La nomination des quatre parties actuelles du Kurdistan s'effectue à partir des quatre points cardinaux : *Bakur* (Kurdistan du Nord, sud-est de la Turquie) ; *Başur* (Kurdistan du Sud, nord-est de l'Irak) ; *Rojhelat* (Kurdistan de l'Est, nord-ouest de l'Irak) ; *Rojjava* (Kurdistan de l'Ouest, nord de la Syrie).
3. Voir : Olivier Grojean, « Théorie et construction des rapports de genre dans la guérilla kurde de Turquie », dans *Critique internationale*, n° 60, 2013, p. 21-35 ; Paola Rebughini, « Chapitre 1, Le sujet et la violence : ambivalences de la subjectivation », dans *Subjectivation et désobjectivation. Penser le sujet dans la globalisation*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2017, pp.33 à 45 ; Elsa Dorlin, *Se défendre. Une philosophie de la violence*, Hors collection ZONES, La Découverte, 2017, 200p ; Federico Tarragoni, « La prise de parole comme processus de subjectivation politique. Une approche sociologique », *Tumultes*, 2014, n° 43, p. 175-190.

S'organiser au maquis comme à la ville

4. Charles Tilly, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », dans *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°4, octobre 1984. pp. 89-108.
5. Jules Falquet, « À qui appartiennent les femmes ? L'« arrondissement des femmes » par les mouvements sociaux mixtes et leur possible autonomisation : une analyse féministe », dans *L'action collective face à l'imbrication des rapports sociaux. Classe, ethnicité, genre*, Paris, L'Harmattan, 2009, pp 97-116 ; Shahrzad Mojab, *Women of a Non-State Nation. The Kurds*, California, Mazda, 2001, 263p ; Stéphanie Latte-Abdallah, « Des féminités mobilisées et incarcérées en Palestine », dans « Femmes combattantes », dans *Critique Internationale*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, n°60, pp.53-69 ; Camille Boutron, « La question du genre en situation de conflit armé : l'expérience des femmes combattantes au Pérou (1980-2000) », dans *Ibid*, pp. 37-52.
6. Leïla Porcher, « *Avant j'étais une femme et maintenant je suis libre* » : genre et enjeux de pouvoirs dans les camps des partis kurdes iraniens, mémoire de Master 2, sous la direction de Thierry Boissière, Université Lumière Lyon II, 2014, 151p.
7. Tous deux, d'origine marxiste-léniniste, n'ont pas recouru immédiatement à la lutte armée. Cela a été le fruit d'un processus, intervenant après un moment de « rupture de cadres » décisifs : la révolution iranienne en 1979 pour le Komala, et le coup d'état en 1980 en Turquie pour le PKK. Cette rupture de « cadres » a joué comme une « fenêtre d'opportunité politique » majeure. Hamit Bozarslan, *La Question Kurde. Etats et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, 384p ; Hamit Bozarslan, *Conflit Kurde. Le brasier oublié du Moyen-Orient*, Paris, Mondes et Nations, Autrement, 2009, 172p.
8. Olivier Grojean, « Théorie... », *op.cit*, 2013 ; Shahrzad Mojab, *op.cit*, 2001.
9. Ce terrain a été réalisé dans le cadre de la co-réalisation d'un film documentaire, à paraître en 2018, avec l'anthropologue de formation et cinéaste Leïla Porcher.
10. Hamit Bozarslan, *Conflit kurde*, *op.cit*, 2009 ; Shahrzad Mojab, *op.cit*, 2001.
11. Voir la thèse à paraître de Fatemeh Karimi, « Construction du genre dans le discours politico-idéologique du Komala, la branche kurde du parti communiste d'Iran (1979-1990) », sous la direction de Marie Ladier-Fouladi, Paris, EHESS.
12. Extrait d'entretien, février 2016, camp du Komala, Kurdistan irakien.
13. Je remercie Fatemeh Karimi pour le partage de cette information historique, tiré de ses travaux.
14. Abdullah Öcalan, *La question de la personnalité au Kurdistan*, lieu de publication inconnu, éditeur inconnu, 1983.
15. Prétendant que cette dernière a fomenté un complot contre lui dans l'objectif de s'accaparer le pouvoir, il l'érige comme l'une des plus grandes traîtresses du monde. Elle est déçue de tous ses droits lors du troisième congrès du parti, en 1986.
16. Abdullah Öcalan, *op.cit*, 1983.
17. Abdullah Öcalan, *La question de la femme et de la famille*, Istanbul, Melsa Yayinlari, 1992 ; Abdullah Öcalan, *Kurdistan Report*, n° 18, Mai 1993, pp. 22 à 26.
18. En 1982, le PKK installe ses camps d'entraînement dans la vallée de la Bekaa au Liban, alors sous contrôle du gouvernement syrien.
19. Olivier Grojean, *op.cit.*, 2013 ; Martin Van Bruinessen, « From Adela Khanum to Leyla Zana: Women as political Leaders in Kurdish History », dans Shahrzad Mojab, *Women of a Non-State Nation*, California, Mazda Publishers, 2001, pp. 95-112 ; Handan Çağlayan, « From Kawa the Blacksmith to Ishtar the Goddess : Gender Constructions in Ideological-Political Discourses of the Kurdish Movement in post-1980 Turkey. Possibilities and limits », dans *European Journal of Turkish Studies*, n° 14, 2012, pp. 1 à 29.
20. La « desexualisation » renvoie au fait de ne pas considérer les individus à partir de leur sexe. La « desexualisation » est le fait de ne pas concevoir les individus comme des objets de désir, à partir d'un caractère par défaut érotique. Sarah Guillemet, « Le sexe

- de la politique coloniale : corps, genre et race dans le processus de construction, de consolidation et de maintien de l'État-nation turc au Kurdistan du Nord (Bakur) », dans Azadeh Kian, Lucia Dierenberger, *La fabrique du genre en Iran, Afghanistan, Turquie et Pakistan*, Aix en Provence, Presses Universitaires de Provence, à paraître en 2018.
21. Nom de combat donné à Sakine Cansiz, l'une des membres fondatrices du PKK en 1978, combattante et haute cadre politique du parti. Elle a été assassinée en 2013, à Paris, avec Fidan Dogan et Leyla Saylemez.
22. Dedila est le nom de combat donné à l'une des grandes figures des femmes dans la guérilla du PKK, et musicienne connue.
23. Extrait d'entretien réalisé à Amed (Diyarbakir), Avril 2016.
24. Jineoloji Akademisi, *Jineolojîye Giris*, Aram, 2015, Diyarbakir, 162p.
25. Abdullah Öcalan, *Libérer la vie : la révolution de la femme*, International Initiative Edition, 2014, 74p :16.
26. Patricia Roux, Céline Perrin, Gaël Pannatier, Valérie Cossy, « Le militantisme n'échappe pas au patriarcat », dans *Les Logiques patriarcales du militantisme, Nouvelles Questions Féministes*, Revue international francophone, Antipodes, Vol.24, n°3, 2005, p.7.
27. Voir les travaux de Somayeh Rostampour, sur la non-mixité au Parti des Travailleurs du Kurdistan, tirés de sa thèse «Les changements de la société patriarcale à l'épreuve d'engagement féminin», sous la direction de Jane Freedman, Paris 8, Ehess.
28. Abdullah Öcalan, *op.cit*, 2014 ; Jineoloji Akademisi, *op.cit*, 2015.
29. Extrait d'entretien avec le commandant adjoint du camp de formation des apprenti.es peshmergas, Décembre 2016, Kurdistan irakien.
30. Extrait d'entretien, Février 2017, camp de formation du parti du Komala, Kurdistan irakien.
31. Extrait d'entretien avec une responsable de l'Académie des Arts et Cultures du Kurdistan, Paris, Février 2015.
32. Olivier Grojean, *op.cit*, 2013 ; Sarah Guillemet, *op.cit*, à paraître en 2018. De nombreux mouvements de guérilla ont fait face à cette rhétorique coloniale, voir : Jules Falquet, *op.cit*, 2009 ; Camille Boutron, *op.cit*, 2013 ; Stéphanie Latte-Abdallah, *op.cit*, 2013 et Laurent Gayer, « Faire l'amour et la guerre. Le problème des « relations physiques » au sein de la People's Liberation Army (PLA) du Népal », *Politix* 2014/3 (N° 107), p. 85-115.
33. Carnet de terrain, camp de formation des apprenti.es peshmergas, Komala, Kurdistan irakien, Décembre 2016 – Mars 2017.
34. *Ibid*.
35. *Ibid*.
36. *Ibid*.
37. Jules Falquet, *op.cit*, 2009 ; Shahrzad Mojab, *op.cit*, 2001 ; Stéphanie Latte-Abdallah, *op.cit*, 2013 ; Camille Boutron, *op.cit*, 2013.
38. Audre Lorde, *op.cit*, 1987.
39. Carnet de terrain, décembre 2016-mars 2017, camp de formation du parti du Komala, Kurdistan irakien.
40. Extrait d'entretien réalisé en Mars 2017, camp principal du parti du Komala, Kurdistan irakien.
41. Carnet de terrain, décembre 2016 – mars 2017, camp principal du Komala, Kurdistan irakien.
42. Extrait d'entretien, août 2015, Bordeaux. Au moment où cet article est écrit, cette personne est détenue dans les prisons turques, depuis l'hiver 2017, et n'a toujours pas été libérée.
43. Coline Cardi, Geneviève Pruvost, *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012, 441p ; Sonia Dayan-Herzbrun, « Femmes du Liban et de la Palestine dans la

S'organiser au maquis comme à la ville

lutte armée », dans Coline Cardin, Geneviève Pruvost, *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012, pp.120 à 137 ; Sarah Guillemet et Leïla Porcher, « La liberté se travaille au corps. La double lutte quotidienne des femmes kurdes », dans « Bonnes Femmes, Mauvais Genre », *Revue Z itinérante d'enquête et de critique sociale*, Montreuil, Éditions Agone, 2016, pp. 126 à 135.

44. Peter Schalk, « Women Fighters of The Liberation Tigers in Tamil Ilam : The Martial Feminism of Atel Palacinham », dans *South Asia Research*, n°14, 1994, pp.1 à 22.

45. Carnet de terrain, Mars-Avril 2016, Kurdistan du Nord (Bakur).

46. Carnet de terrain, Avril 2016, Amed (Diyarbakir), Kurdistan du Nord (Bakur).

47. *Ibid.*

48. Extrait du carnet de terrain, 19 Novembre 2015.

49. Sarah Guillemet et Leïla Porcher, *op.cit.*, 2016.

50. Sonia Dayan-Herzbrun, *op.cit.*, 2012.

51. Sonia Dayan-Herzbrun, *op.cit.*, 2012.